

Déclaration de politique budgétaire 2018

1. Déclaration de responsabilité

La Déclaration de politique budgétaire pour 2018 a été élaborée et mise au point en conformité avec la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) (Chap. 244). Elle incorpore les priorités stratégiques du gouvernement qui cadrent avec le Plan national de développement durable et le plan de 100 jours du gouvernement et remplit les conditions légales énoncées aux articles 9 et 10 de la loi FPGE.

L'article 9 exige que le gouvernement :

- fasse état des politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de la politique fiscale du gouvernement en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
 - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
 - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

La Déclaration de politique budgétaire pour 2018 atteste de la volonté du gouvernement de continuer à rehausser la croissance économique tout en stimulant les recettes et en améliorant les dépenses tant dans le secteur productif que le secteur social en vue de relever la prestation de services et d'améliorer le bien-être de toute la population de Vanuatu. A ce propos, de nouveaux projets et les projets en cours continueront d'être mis en œuvre avec l'appui de bailleurs de fonds.

Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2018 cadre avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) (Chap. 244).



Le Ministre de la finance et de la

gestion économique

Hon. Gaeton Pikioune (MP)

Ministère des Finances et de la Gestion économique



Le Directeur général par intérim

Tony Amon Sewen

Ministère des Finances et de la Gestion économique

2. Politiques économiques et financières

Le gouvernement va continuer de mettre davantage l'accent sur la formulation et la mise en œuvre de politiques économiques, financières et fiscales qui cadrent avec les principes de gestion fiscale responsable prescrits à l'article 22 de la loi FPGE. Les politiques, les visées et les cibles économiques, financières et fiscales sont cruciales pour la répartition des ressources financières, mais aussi pour aider le Vanuatu à supporter et gérer les crises financières, ainsi que gérer les risques économiques et fiscaux. Parallèlement à cela, le gouvernement va continuer d'entreprendre des réformes et de promouvoir un environnement favorable à l'investissement et aux affaires qui rehaussera la croissance économique, tout en relevant la prestation de services, et ce, de manière financièrement durable, sans mettre en péril la croissance économique future.

La mise en œuvre des politiques du gouvernement et la réalisation de ses objectifs, et de ses cibles fiscales, cadreront aussi avec les principes de gestion fiscale responsable de l'article 22 de la loi FPGE. etThe implementation and achievement of the Government's policies, objectives and fiscal target will also be in line with the principles of responsible fiscal management in section 22 of the PFEM Act. Les principes d'une gestion fiscale responsable exigent que le gouvernement poursuive des objectifs de politique budgétaire qui :

- garantissent que les emprunts du gouvernement soient maintenus à des niveaux gérables ;
- permettent d'entretenir les avoirs de l'Etat en bon état ;
- permettent de gérer les risques fiscaux avec prudence ;
- maintiennent les taxes à des taux stables et prévisibles.

Principes de gestion fiscale responsable

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice, à moins d'être parvenu aux niveaux en question ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

3. Politiques budgétaires

La formulation des politiques budgétaires pour 2018 concordent avec les articles 9 et 10 de la loi PFGE [Chap. 244]. Les politiques budgétaires, les objectifs et les cibles sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2018. Les politiques budgétaires pour 2018 comprennent :

1. les priorités budgétaires pour 2018 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2018 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme

a) Les priorités budgétaires pour 2018

Les priorités de la politique budgétaire de l'exercice 2018 sont préparées en conformité avec la loi FPGE [Chap. 244] et intègrent l'essence du nouveau plan de développement qui est le Plan national de développement durable, ou le Plan du Peuple 2030, avec le plan de 100 jours du gouvernement. Elles dicteront la répartition de l'espace fiscal du gouvernement et mettront davantage l'accent sur une allocation de ressources financières plus élevées par le gouvernement au secteur productif et social tout à la fois en vue de stimuler la croissance économique, d'améliorer la prestation de services et donc le bien-être de tous les habitants du Vanuatu.

Les priorités essentielles de la politique stratégique pour 2018 sont énoncées dans le cadre des six résultats suivants, prioritaires en termes de dépenses :

Résultat prioritaire 1 : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement

Le gouvernement de Vanuatu reste voué à soutenir le secteur productif en 2018 alors que le pays se prépare à ratifier l'accord de commerce dit "PACER Plus" (AREP) et que le Vanuatu est pressenti sortir du groupe des PMA. Le soutien au secteur productif vise à accroître la production et encourager l'ajout de valeur. Cela entraînera davantage de création d'emplois dans les îles, favorisera l'investissement et stimulera les recettes fiscales pour soutenir l'économie intérieure.

Les problèmes liés à la terre tels que les litiges fonciers ont fait obstacle à l'investissement par le passé et le gouvernement actuel va s'engager dans une réforme foncière et des opérations d'acquisition de terres pour stimuler les investissements publics en 2018. Le gouvernement veut continuer d'aménager un environnement propice aux partenariats publics-privés et à l'entreprise en participation en vue d'étendre le développement économique et ses retombées bénéfiques à tout le pays.

- **Augmenter la production rurale** – en améliorant les pratiques agricoles avec le concours des agents de vulgarisation ; en perfectionnant les compétences agricoles par la formation et la transmission de connaissances ; en facilitant l'accès à la mécanisation ; et en encourageant les ni-Vanuatu à adopter des approches commerciales dans l'agriculture et la pêche.
- **Favoriser le développement du tourisme** – en améliorant les infrastructures (fronts de mer, quais, aéroports et routes) dans les principales destinations touristiques ; en attirant des investisseurs étrangers dans le secteur ; et en donnant aux ni-Vanuatu les moyens de développer des attractions, des produits et des services touristiques dans les îles.

- **Promouvoir le commerce, l'industrie et les coopératives** – en aménageant un environnement favorable aux affaires pour le commerce et l'investissement ; en soutenant l'investissement étranger dans l'industrie et la fabrication ; en encourageant le mouvement coopératif au Vanuatu ; et en développant les connaissances en finance pour faciliter l'accès à des financements.
- **Elargir la base de recettes** – par l'acquisition d'office de terres dans les provinces pour stimuler l'investissement et les opportunités d'affaires ; en promulguant une législation sur l'impôt sur le revenu ; et en développant les compétences nécessaires pour l'appliquer.

Résultats ciblés :

- Participation accrue des ni-Vanuatu dans l'économie de rapport conventionnelle, notamment dans la production agricole, la pêche, le transport, le commerce de détail, et les produits et les services pour les touristes.
- Investissement accru de l'étranger dans la chaîne de valeur agricole ; dans les hôtels et les services touristiques ; et dans la fabrication.
- Nombre accru de touristes et distribution accrue des revenus provenant du tourisme dans toutes les provinces.
- Recettes provenant de taxes en augmentation de 10% d'ici la fin de 2018, grâce à une base d'imposition plus diversifiée et équitable.

Résultat prioritaire 2 : Meilleure infrastructure

L'infrastructure compte parmi les priorités fondamentales du gouvernement pour 2018 : les routes, les quais et les aéroports, ainsi que des infrastructures pour l'énergie et les télécommunications, serviront à renforcer les liens entre services essentiels du gouvernement, l'agriculture, l'ajout de valeur, le tourisme et les marchés à l'avenir grâce à :

- **Une infrastructure aéroportuaire plus développée** – en créant un terminal Code E à l'aéroport international de Bauerfield, en faisant l'acquisition de terres pour le développement d'aéroports, en mettant à niveau les aérodromes les plus importants, en adoptant définitivement l'accord d'espace aérien en vigueur.
- **Une réfection et un meilleur entretien des infrastructures rurales de grande priorité** – par des partenariats avec le secteur privé, des partenaires au développement et des collectivités locales afin d'améliorer les routes rurales (y compris routes de raccordement), mise à niveau de quais et de jetées, constructions d'entrepôts et en mettant au point des stratégies concernant le fonds d'entretien de l'infrastructure des transports.
- **Une expansion de l'accès à des télécommunications et à l'énergie et une réduction des coûts** – en encourageant le développement d'autres sources d'énergie dans les milieux ruraux, telles l'énergie solaire, hydro-électrique et autres formes d'énergie renouvelables ; en améliorant l'accès à des télécommunications à des prix abordables en milieu rural.

Résultats ciblés :

- Le terminal Code-E est achevé avec tous les aménagements internationaux requis et des systèmes adaptés
- Amélioration des échanges commerciaux et des moyens de transport intérieurs dans les îles et inter-îles
- Mettre en place le nouveau bureau et la structure du Bureau du Régulateur maritime de façon à ce qu'il puisse réellement contrôler le secteur maritime.
- Meilleur accès à l'énergie et l'électricité dans les milieux ruraux et mise en place du Fonds national pour l'énergie verte.

Résultat prioritaire 3 : Meilleure qualité de l'enseignement et accessibilité à l'éducation

En 2018 le gouvernement continuera de favoriser l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement pour les garçons et les filles, afin de leur apporter des aptitudes et des connaissances pertinentes et poursuivre le perfectionnement des ressources humaines nationales pour qu'elles contribuent à la croissance économique du pays, par les biais suivants :

- **En étendant encore davantage l'accès à l'éducation** – en accélérant les progrès réalisés au niveau de la puériculture et de l'éducation primaire de la 7e à la 10e année
- **En améliorant la qualité de l'enseignement** – en veillant à ce que les enseignants soient payés et formés, en réformant les programmes scolaires en accord avec le PNDD et en modernisant les infrastructures et ressources scolaires, notamment celles touchées par le CT PAM
- **En multipliant les possibilités de poursuivre des études supérieures** – en achevant la révision de la stratégie pour l'éducation au Vanuatu, en élaborant un plan national de développement des ressources humaines et en donnant une forme conventionnelle à l'éducation de la petite enfance et aux opportunités d'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre même du système d'éducation.

Résultats ciblés :

- Un soutien budgétaire accru pour couvrir la puériculture et les frais de scolarité de la 7e à la 10e année
- Une meilleure qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Résultat prioritaire 4 : Des soins de santé de meilleure qualité

Le gouvernement va continuer de renforcer les services de santé et favoriser la concrétisation des cibles des BDS et du PNDD dans le domaine de la santé par les moyens suivants :

- **En rehaussant l'accès à des services de soins de santé de qualité**, surtout pour la population rurale, en renforçant les systèmes de santé en privilégiant le développement des ressources humaines et la modernisation des infrastructures.
- **En réduisant la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles** – par des initiatives de promotion de la santé et un renforcement des services d'extension.

- **En améliorant les prévisions budgétaires et la gestion des finances et des dépenses** – en renforçant la gestion des finances et les processus financiers et une utilisation rationnelle des ressources.
- **En renforçant le système d'information pour la santé** pour suivre les indicateurs du PNDD et favoriser la prise de décisions sur la base des constatations.

Résultats ciblés :

- Nombre accru d'effectifs de santé compétents et donc meilleur rapport de professionnels de la santé par région et par habitants.
- 75% des installations propres au gouvernement sont conformes à la politique de description des rôles
- Meilleur accès à des services de soins de santé primaires, surtout dans les endroits reculés
- La population adopte de meilleures pratiques comportementales en matière de santé, entraînant une diminution des MNT.
- Les ressources sont utilisées comme prévu au budget et conformément au plan d'ici 2018
- Meilleure planification de la santé et prise de décisions d'ici 2018

Résultat prioritaire 5 : Meilleure prestation de services

Le gouvernement va continuer de cibler des améliorations au sein de la Fonction publique et de soutenir la politique de décentralisation qu'il est en train de poursuivre, de façon à s'assurer que les services essentiels parviennent aux habitants des régions reculées du Vanuatu, en renforçant les autorités locales et municipales.

La politique étrangère joue un rôle crucial pour ce qui est d'attirer des aides et des investissements dans le pays à l'appui des priorités du gouvernement. Celui-ci cherche aussi à renforcer davantage la coordination des ressources de donateurs pour qu'elles concordent avec les objectifs nationaux.

- **Perfectionnement des mécanismes de prestation**, notamment en revoyant la loi sur la décentralisation pour habilitier les conseils régionaux, en établissant un mécanisme de responsabilisation en termes de gouvernance et en développant et en distribuant un programme de travail sous-national et des manuels de formation sur la planification et la préparation de budgets
- **Amplification des partenariats avec les donateurs, les organisations au sein des communautés et les organisations non gouvernementales** – en réexaminant les dispositions et les institutions d'ONG en vigueur, en mettant au point un mécanisme de responsabilisation avec les autorités coutumières et en élaborant des protocoles d'accord avec des prestataires de services clefs.
- **Renforcement des institutions à la tête de l'exécutif** pour continuer à entraîner et mettre en œuvre des réformes, y compris le Plan national de développement durable ;

- **Amélioration des services de sécurité nationaux** – par un renforcement des services de sécurité, des institutions et des infrastructures correctionnelles.

Résultats ciblés :

- Processus de dévolution amplifié, avec des améliorations systématiques du cadre et des mécanismes de prestation de service au niveau sous-national
- Structure mise au point pour le Malvatumauri, les conseils provinciaux, régionaux, tribaux et villageois
- Mécanisme de gouvernance achevé pour les conseils régionaux
- Relance de VANGO et protocole d'accord signé avec le gouvernement
- Meilleure intégration des programmes de donateurs aux programmes de travail des ministères et au budget annuel

Résultat prioritaire 6 : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles

Le gouvernement va continuer de veiller à la protection de l'environnement naturel sur terre et en mer, car notre bien-être social et économique en dépend en grande partie, et à ce que nous renforçons notre résilience face aux changements climatiques et aux risques naturels, par les moyens suivants :

- Meilleure adaptation aux changements climatiques, gestion, gouvernance et pratiques de gestion des risques, en s'efforçant d'obtenir d'autres financements de bailleurs de fonds dans ces domaines ;
- Accès accru, équitable et abordable à de l'eau et des systèmes sanitaires ;
- Des institutions et une gouvernance plus solides, qui protègent notre environnement et nos ressources naturelles.

Résultats ciblés:

- Création du Service du Changement climatique
- Homologation du gouvernement pour lui permettre d'accéder à des financements liés au climat qui seront utilisés pour des projets de développement, et coordination accrue dans le secteur
- Achèvement de la fusion du Service des Eaux, et capacité technique accrue à l'appui de la conception et de la construction de systèmes d'adduction d'eau et sanitaires
- Mise en œuvre de politiques et de programmes environnementaux nationaux pour favoriser le développement durable.

Répartition de l'espace financier aux résultats prioritaires

La répartition de l'espace financier doit correspondre au plus près aux six résultats prioritaires comme suit.

- **Résultat prioritaire 1** : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement - 20%
- **Résultat prioritaire 2** : Meilleure infrastructure - 20%
- **Résultat prioritaire 3** : Meilleure qualité de l'enseignement et accessibilité à l'éducation - 20%
- **Résultat prioritaire 4** : Des soins de santé de meilleure qualité - 10%
- **Résultat prioritaire 5** : Meilleure prestation de services -10%
- **Résultat prioritaire 6** : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles - 10%
- **Autres NPP** : 10%

Programmes continus de la part de partenaires au développement

Le gouvernement et ses partenaires au développement entreprendront conjointement la mise en œuvre de programmes en 2018. En 2017, le gouvernement a eu plusieurs entretiens avec des partenaires au développement qui ont des programmes en cours au Vanuatu et des discussions sur la question de savoir comment ils pourraient faire concorder leurs programmes avec ceux du gouvernement en 2018, par des relations de travail plus étroites et une meilleure coordination à l'échelon national et sectoriel.

Besoins en termes de rétablissement après le CT Pam

Le programme de rétablissement du gouvernement suite au CT Pam va se poursuivre en 2018, en reprenant les travaux qui ne sont pas achevés en 2017 et en lançant les programmes de rétablissement qui restent à déployer, le cas échéant. Les besoins les plus importants au plan du rétablissement touchent le secteur productif, l'infrastructure et les bâtiments publics, l'eau et l'hygiène publique, la santé et l'éducation. Le programme de renforcement économique continuera probablement en 2018, car certains des programmes de rétablissement seront encore en cours en raison de retards dans la mise en œuvre en 2017. Ces programmes liés au rétablissement seront mis en œuvre en parallèle et en complément de ceux des partenaires au développement et des programmes périodiques du gouvernement.

b) Politiques fiscales

Les politiques fiscales du gouvernement ont pour but principal de réaliser les objectifs et les cibles de la politique financière du gouvernement, ses priorités directrices et ses intentions de principe. Leur mise en œuvre continuera toutefois d'être dictée par les principes de gestion financière responsable. La mise en œuvre des politiques fiscales, de concert avec les réformes du gouvernement et une bonne gestion des finances, s'attachera encore davantage à relever l'économie, augmenter les recettes publiques et couvrir les programmes de dépenses publiques et leurs activités en vue de rehausser la prestation de services et partant de là, améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. A ce propos, le gouvernement va continuer de concevoir et d'appliquer de nouvelles initiatives de production de recettes, d'affecter davantage de moyens financiers au secteur productif ainsi qu'au secteur social et d'aménager un environnement propice aux affaires qui saura aussi stimuler l'investissement privé.

C) De la situation économique à ce jour en 2017

Perspectives économiques dans le monde (PEM)

Dans sa publication sur les perspectives économiques dans le monde (PEM) du mois d'avril 2017, le Fonds monétaire international (FMI) rapporte que les activités économiques mondiales sont pressenti reprendre de 0,1 point de pourcentage en 2017 et en 2018, pour se monter à 3,6 pour cent et 3,7 pour cent respectivement, par rapport aux PEM d'octobre 2016. La croissance a repris aux Etats-Unis, les entreprises étant devenues plus confiantes en l'avenir, tandis qu'en Grande Bretagne, une forte demande a mené à une hausse des dépenses, preuve de la résilience suite à la décision de sortir de l'UE, le Brexit. Au Japon et dans la zone euro, une forte demande intérieure a mené à une hausse des exportations et de la consommation. Dans les marchés en développement et émergents, les prévisions de croissance demeurent mitigées, avec un rééquilibrage en Chine, tandis que des facteurs géopolitiques continuent d'entraîner la croissance au Moyen-Orient. Plus près de chez nous, les économies asiatiques restent fermes et devraient continuer sur cette voie à moyen terme, compte tenu des cours élevés des produits de base à l'exportation, un tourisme en hausse et une demande intérieure solide.

Selon les prévisions, les activités économiques dans les économies avancées progresseraient de 2,0 pour cent en 2017 et en 2018. Ces bonnes perspectives reflètent une reprise cyclique prévisionnelle de la fabrication dans le monde. De plus, il existe une confiance solide dans la reprise de l'économie américaine après les élections et on s'attend à ce qu'elle maintienne son rythme à moyen terme. Toutefois, ce pronostic prend aussi en compte des changements éventuels de politique au sein de la nouvelle administration et les retombées qu'ils pourraient avoir dans le monde. La croissance dans les marchés émergents et les économies en développement est estimée monter à 4,5 pour cent et 4,8 pour cent sur la période 2017 et 2018. Ce rythme positif traduit une stabilité anticipée des exportations de produits de base, après quelques ajustements pénibles pour certains exportateurs. Enfin, la croissance en Inde s'est amplifiée davantage, ce qui compense en partie le ralentissement progressif de l'économie chinoise.

Avec des cours robustes des produits de base, le taux d'inflation tant dans les économies avancées que dans les marchés émergents se situerait à 2,0 pour cent en 2017, contre une progression de 0,8 pour cent en 2016, et il devrait se maintenir à moyen terme. L'inflation dans les marchés émergents et les économies en développement est prévu monter jusqu'à 4,7 pour cent en 2017, par rapport à 4,4 pour cent en 2016, ce qui reflète une hausse de la demande et des cours des produits de base. On s'attend à ce que les activités dans le monde à moyen terme suivent une courbe ascendante, mais il y a toujours un potentiel élevé de revirement et les décideurs de politique devront mettre en œuvre un ensemble approprié de politiques conjuguées car de nombreuses économies dépendent d'une demande soutenue et de réformes structurelles bien ciblées pour relever leur potentiel d'offre et élargir leurs activités économiques. Au delà de 2018, la croissance dans le monde devrait atteindre 3,8 pour cent selon les prévisions. Cela résulterait de l'évolution de la situation dans les marchés émergents et les économies en développement, avec une croissance qui pourrait aller jusqu'à 5,0 pour cent. Ces prévisions se fondent sur des cours solides pour les produits de base, une accélération de l'activité économique en Inde et un rééquilibrage réussi de l'économie chinoise. La croissance dans les économies avancées va probablement rester modérée, compte tenu des tendances contraires au plan structurel, du ralentissement du marché de l'emploi en raison d'une population vieillissante et de la faible productivité, malgré des efforts considérables en termes de réforme structurelle.

Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)

La croissance économique du Vanuatu pour 2016 a été révisée à la hausse, de 0,2 point de pourcentage, passant de 4,6 pour cent à 4,8 pour cent en avril 2017. Lors de sa réunion du mois d'avril, le comité macro-économique (CME), a estimé que l'économie s'amplifierait de 5,0 pour cent en 2017, avec une croissance

de 3,6 pour cent de plus en 2018 et de 3,0 pour cent en 2019. Les estimations de forte croissance en 2016 reflètent un bon rendement dans le secteur agricole grâce à la mise en œuvre de projets de développement des infrastructures, alors que par ailleurs, l'activité du secteur du tourisme (un acteur important dans le secteur des services) s'est ralentie, le rétablissement et la reconstruction se poursuivant. Pour la période prévisionnelle, on s'attend à ce que la croissance soit entraînée principalement par les secteurs des services et de l'agriculture, tandis que dans le secteur de l'industrie, surtout dans le bâtiment, les signes restent positifs, comme le gouvernement continue de mettre à niveau son infrastructure, surtout dans le secteur des transports. Les activités dans l'immobilier et dans la finance et l'assurance ont repris au cours des derniers mois, suite à un regain de confiance dans l'économie, tandis que les mesures agressives de marketing dans les pays qui sont une source principale de touristes et l'annonce de la mise à niveau de l'aéroport international de Bauerfield devraient stimuler les activités liées au tourisme à l'avenir.

En dépit des revers qui ont nui à la croissance, des cours solides pour les produits de base ont stimulé les exportations de Vanuatu en 2016 et cette tendance devrait, selon toute attente, se maintenir à moyen terme. Des indicateurs partiels montrent que la production de coprah et de kava est montée en flèche en 2016, grâce notamment à une bonne hausse des prix à l'exportation. Avec la stabilité attendue des cours des produits de base à moyen terme, la production des denrées respectives devrait se maintenir, au profit des agriculteurs en milieu rural. Parallèlement à cela, le volume des exportations de kava a atteint de nouveaux niveaux record. Une demande accrue de kava du Vanuatu a fait monter les prix, qui devraient rester élevés à terme. Par ailleurs, 26.000 jeunes plants de cocotiers ont été acheminés pour remplacer les arbres vieillissants. La production de viande à l'exportation a continué de baisser en 2016, suite à la réduction de la production à Santo Abattoirs au cours de cette même année. Cette baisse reflète l'impact du programme de renouvellement du cheptel mené par le gouvernement, car tout l'approvisionnement vient de la province de Sanma. Or ce programme vise à relancer cette industrie et assurer une production à long terme.

La production de cacao et de café se maintient fermement, en raison des prix attractifs à l'exportation. Le gouvernement continue d'amplifier ses programmes pour relever la production dans le secteur productif avec la replantation de cocotiers, le renouvellement du cheptel, des programmes de réhabilitation du café, du cacao, de la sylviculture et de la pêche, ainsi que la culture de légumes et de pommes de terre à Taféa, Sanma et Penama. Ces programmes ont attiré le soutien financier de partenaires au développement, ce qui est considéré être un effort concerté pour soutenir et encourager le secteur productif de Vanuatu à moyen terme. Grâce à toutes ces initiatives, on estime que le secteur a connu une croissance de 4,9 pour cent en 2016, qu'elle devrait s'accroître à partir de 4,7 pour cent cette année avant de se stabiliser à 3,2 pour cent en 2018 et 3,0 pour cent en 2019.

Le bâtiment au Vanuatu connaît à présent un essor et il est vu comme le principal moteur de l'économie, soutenant la croissance depuis 2015 en dépit de l'impact du CT Pam. Seuls quelques-uns des projets d'investissement du gouvernement vont probablement être achevés en 2017, la majorité d'entre eux devant s'achever en 2018 et début 2019. Avec une conjoncture actuellement favorable, appuyée par un gouvernement stable, le programme de rétablissement après le TC Pam, dont la construction, encore au stade de la mise en œuvre, contribue lui aussi à la croissance dans ce secteur. La poussée des activités de construction a stimulé la demande intérieure, donc la consommation, ce qui se traduit par des retombées avantageuses au plan de la perception de la TVA. Cela a également favorisé la création d'emplois, essentiellement dans le bâtiment, augmentant ainsi le revenu moyen des groupes de travailleurs conventionnels et non conventionnels. Toutefois, il est absolument indispensable que le gouvernement

surveille les indicateurs économiques fondamentaux inquiétants relativement aux gros projets au fil des années, afin de pouvoir anticiper et gérer les poussées inflationnistes et minimiser la volatilité de la croissance économique – maintenir une croissance économique durable. Les services d'électricité et d'eau continuent de s'amplifier dans la foulée des projets d'investissement dans l'infrastructure et des activités commerciales, principalement dans les zones urbaines, mais aussi dans les provinces, avec les projets d'électrification rurale qui vont stimuler la croissance à moyen terme. En revanche, la productivité du secteur de la fabrication continue de stagner, nécessitant davantage de soutien du gouvernement, car ce secteur présente un potentiel énorme pour l'économie au long terme. De manière générale, on estime que le secteur de l'industrie va enregistrer une croissance de 23,9 pour cent en 2016, de 13,7 pour cent en 2017 et de 8,1 et 3,9 pour cent en 2018 et 2019 respectivement.

Le secteur des services a été durement touché ces dernières années, après l'effet dévastateur du CT Pam. Or, des indicateurs partiels semblent indiquer un redressement de ce secteur avec l'amélioration de la conjoncture. Le nombre de visiteurs en 2016 a été entraîné par les escales de paquebots, mais le nombre de visiteurs par avion n'a guère évolué à cause des retards dans la remise en état de l'aire de manœuvre de l'aéroport international. Toutefois, on s'attend à ce que le secteur se redresse fortement au cours de la période prévisionnelle, car de plus en plus de moyens financiers sont affectés à des campagnes promotionnelles dans les principaux pays sources de touristes et même d'autres en puissance. La reprise escomptée du tourisme aura aussi des retombées positives sur les services qui y sont associés, tels que les hôtels et les restaurants, le commerce de détail, les services de télécommunication, bancaires, financiers, l'assurance et le transport. Par ailleurs, les activités ont repris dans l'immobilier avec l'amélioration des conditions financières et économiques. La réforme fiscale du gouvernement qui est en cours, si elle aboutit, engendrera non seulement des recettes, mais permettra aussi au gouvernement d'augmenter ses dépenses dans des domaines importants ciblés par les politiques, ce qui stimulera l'économie à moyen terme. Les secteurs public et privé ont besoin de travailler de concert à propos de la politique d'inclusion financière – un outil qui vise à bien coordonner les ressources et les cibles de service afin de parvenir à une croissance durable à moyen terme. Compte tenu de toutes ces initiatives, il est estimé que le secteur progressera de 3,1 pour cent en 2016, montera à 4,5 pour cent en 2017 pour revenir à 3,0 pour cent en 2018 et se stabiliser à 2,5 pour cent en 2019.

Actualisation de la situation monétaire

La Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) a maintenu sa politique monétaire accommodante en 2016, et ce, depuis mars 2015 à la suite du CT Pam. Lors de sa réunion de décembre 2016, le comité de politique monétaire (CPM) a maintenu son taux directeur à 100 points de base au dessus du taux d'intérêt en vigueur pour les effets de la BRV à 91 jours. Le rapport de dépôt de réserve légale et le rapport d'avoirs liquides ont été maintenus à 5 pour cent respectivement. Les principes macroéconomiques ont été respectés en 2016, avec des réserves de devises étrangères s'élevant à VT.31,6 millions, ce qui est supérieur au seuil minimum de 4 mois de couverture des importations. A la fin de 2016, le taux d'inflation était de 2,2 pour cent, dans la fourchette de 0 à 4 pour cent ciblée par la BRV. La tendance au plan des réserves de devises étrangères est restée satisfaisante au cours des trois premiers mois de 2017. A fin mars, elles correspondaient à 8,7 mois de couverture des importations et devraient probablement atteindre 8,5 mois à la fin de l'année. Par ailleurs, le taux d'inflation est prévu atteindre 3,2 pour cent en 2017. Le taux de liquidité continue d'être élevé dans le système bancaire du fait de la politique monétaire accommodante adoptée par la BRV et de la faible croissance du crédit au secteur privé. La BRV continue d'activer ses deux facilités de crédit, qui sont la *Facilité de financement pour la substitution des importations et les exportations*, proposée par le

biais des banques commerciales pour les entreprises dans le secteur des exportations et le secteur de la substitution des importations en vue d'atténuer la pression sur la balance des paiements ; et la *Facilité de crédit pour la reconstruction après une catastrophe naturelle*, destinée à fournir des capitaux aux entreprises pour la réhabilitation et la reconstruction suite aux dégâts causés par le CT Pam. Le taux d'intérêt en est fixé à 250 points de base au-dessus du taux en vigueur pour les effets à 91 jours de la BRV.

Les activités dans le secteur bancaire sont restées ternes en 2016 en raison du ralentissement du crédit au secteur privé, bien qu'il existe un niveau de capitaux et de liquidités suffisant, bien au-dessus du minimum requis par la réglementation. L'accumulation d'avoirs nets étrangers est restée ferme en 2016, elle est donc le principal moteur de la croissance monétaire. Cette tendance à la hausse des actifs nets étrangers dans le système bancaire résulte de l'accumulation de réserves en devises étrangères pour des projets de reconstruction après le CT Pam et des projets financés conjointement par des deniers publics et des bailleurs de fonds. L'évolution de la masse monétaire en 2016 et au cours des trois premiers mois de 2017 a été principalement entraînée par des avoirs nets étrangers et ne signifie pas que les activités économiques ont repris. De manière générale, on peut s'attendre à ce que la croissance du crédit reste faible en 2017 en raison de l'incertitude entourant la nouvelle politique fiscale du gouvernement, du nombre important de prêts défaillants et d'autres problèmes d'ordre structurel. La croissance de la masse monétaire en 2017 restera stable du fait de la tendance des avoirs nets étrangers.

Balance des paiements

La balance des paiements affiche un excédent à la fin de 2016, traduisant l'existence de fortes réserves dans le système bancaire en général. Le déficit en compte courant s'est atténué en 2016 grâce à une reprise de l'économie mondiale entraînant une hausse des cours mondiaux des produits de base, ce qui a stimulé les exportations de Vanuatu. Les rentrées provenant du tourisme ont augmenté avec un nombre croissant de visiteurs comparé à 2015, la majorité des hôtels ayant rouvert leurs portes après la destruction causée par Pam. La consommation intérieure a augmenté légèrement, entraînant une hausse marginale des importations. Les comptes de capitaux et financiers continuent d'afficher un excédent du fait de subventions de donateurs et de déblocages de prêts qui continuent d'être injectés pour des projets d'investissement en capital et les projets de rétablissement.

Les perspectives restent bonnes, compte tenu de l'afflux attendu de subventions de donateurs et du déblocage de prêts, principale source de réserves étrangères. Les importations vont augmenter, selon les prévisions, avec la reprise escomptée de la croissance économique soutenue principalement par les projets d'infrastructure. Les rentrées d'argent provenant du tourisme devraient s'accroître de 2017 à 2019 grâce aux projets d'amélioration des infrastructures (quais et aéroports), mais aussi en raison de la croissance prévue en Australie, qui est le plus gros marché en termes de touristes pour le Vanuatu. De manière générale, les réserves étrangères devraient rester supérieures à la cible de 4 mois de couverture des importations de la BRV de 2017 à 2019, bien qu'il y ait un risque de baisse du fait de remboursements plus élevés de la dette extérieure et du financement plus onéreux des importations.

Inflation

Le taux d'inflation au Vanuatu, mesuré par l'indice des prix à la consommation, affichait, pour le trimestre à fin décembre 2016, une progression de 2,2 pour cent sur un an, soit légèrement en hausse par rapport au 1,9 pour cent d'augmentation relevé au trimestre précédent et au 1,4 pour cent d'augmentation au trimestre correspondant de 2015. L'augmentation de l'inflation au trimestre à fin décembre 2016 est attribuable en

majeure partie au poste des produits alimentaires, suivi des services publics et des articles ménagers, tandis que les boissons, le tabac et d'autres articles sont restés relativement stables sur l'année. Pour le premier trimestre de 2017, le taux prévisionnel de l'inflation serait de 3,2 pour cent. Cette prévision cadre avec les prix mondiaux de l'alimentation, et une poussée des prix sur le marché intérieur. Les estimations d'écart de production montrent qu'une hausse de la demande liée à la reconstruction et la reprise des activités dans le secteur du bâtiment pourrait induire des pressions inflationnistes. La BRV estime qu'à moyen terme, le taux d'inflation devrait rester dans la fourchette ciblée de 0,0 à 4,0 pour cent.

d) Gestion budgétaire

Le budget de 2018 sera établi et mis en œuvre de manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (Chap. 244). Le gouvernement continuera de soutenir les agences génératrices de recettes dans la perception des recettes déjà prévues et de celles devant provenir de nouvelles initiatives, tout en renforçant l'administration, la mise en conformité et l'application des régimes de taxes et de droits pour générer les fonds nécessaires au financement des programmes de dépenses du gouvernement et des activités qui y sont associées. Toutefois, le gouvernement continuera d'emprunter, de manière prudente, pour le cas où les recettes ne suffiraient pas à couvrir les dépenses publiques. Dans la gestion de son budget et de sa trésorerie, le gouvernement continuera d'appliquer certaines mesures de contrôle des recettes et des dépenses, ainsi que de gérer et maintenir la dette publique à un niveau prudent pour atteindre les objectifs et les cibles de sa politique fiscale et parvenir à équilibrer le budget en 2018.

e) Dette publique et emprunts du gouvernement

Au cours des dernières années, le Vanuatu s'est lancé dans toute une série de nouveaux projets d'infrastructure dans les secteurs des communications et des transports. L'analyse du niveau d'endettement soutenable de la Banque Mondiale et du FMI montre que la notation du Vanuatu en termes de risque de surendettement est encore modérée (elle est passée de faible en 2013 à modérée en 2015 en raison des nouveaux projets d'infrastructure et de l'anticipation d'une chute du PIB causée par l'impact du CT Pam). On s'attend à ce que le rapport d'endettement au PIB à sa valeur actuelle atteigne une pointe d'environ 32% en 2022 – le taux seuil en termes de vigueur modérée des politiques de gestion de l'endettement et des pays moins avancés (PMA) est de 40%. A présent, le rapport d'endettement au PIB à sa valeur actuelle est inférieur à 20%.

Toutefois, de nouvelles initiatives de génération de recettes devront être mises en œuvre en prévision des obligations de remboursement dans un proche avenir, lorsque commencera l'amortissement du capital. De ce fait, tous nouveaux emprunts devront uniquement être contractés à des conditions de faveur. Selon la stratégie de gestion de la dette en vigueur, il est recommandé au gouvernement d'appliquer des politiques financières prudentes et de revoir ses priorités en termes des dépenses, ce qui comprend la mise en œuvre d'une réforme du régime fiscal, et de continuer à rechercher des financements par subventions pour des investissements dans l'infrastructure.

f) Recettes et taxes

Le gouvernement continue de multiplier ses efforts pour générer des recettes supplémentaires pour faire face à des opérations indispensables du gouvernement au cours de l'exercice 2017 et dans les années à venir. En 2016, la perception des recettes a atteint 113% de la cible budgétaire et les recettes devant être perçues au titre des taxes, droits et charges devraient contribuer 21% au PIB. De plus, une forte

croissance a également été notée dans le Programme de relance économique de Vanuatu (PREV) en 2016, (les recettes perçues représentent 272% de la cible budgétaire initiale) et cette tendance va vraisemblablement se poursuivre en 2017. Par contre, les changements apportés récemment à ce programme posent des problèmes eu égard à nos prévisions de recettes pour 2017, qui étaient de plus de VT 2 milliards à l'origine. De nouveaux programmes ont été introduits, le Programme de soutien au développement de Vanuatu (PSDV) et le Programme de Contribution de Vanuatu (PCV), qui remplace désormais le PREV, et il reste à savoir s'ils sauront atteindre la cible prévue pour l'exercice en cours. En dépit de ces changements, on reste confiant que les principales sources de recettes que sont la TVA, les droits de douane à l'importation et l'accise sauront atteindre la cible budgétaire prévue pour l'exercice 2017

Quelques autres ministères et services gouvernementaux ont indiqué des prévisions de recettes pour 2017 supérieures aux prévisions en 2016. Nous avons des engagements forts de la part du Service des Terres, de la Géologie et des Mines, du Service des Pêches, du ministère de l'Education et du Service des Affaires étrangères. Les recettes perçues par ces secteurs viendront augmenter l'ensemble des recettes provenant des droits et charges.

Dans son Plan des 100 jours en 2016, le gouvernement avait recommandé de procéder à un examen plus poussé d'éventuels nouveaux régimes d'imposition qui pourraient être mis en œuvre au Vanuatu. Conscient de la nécessité d'avoir les fonds nécessaires pour assurer des services essentiels à la population de Vanuatu, sachant que les recettes ne suffisent pas à faire face à la croissance démographique et permettre de relever le niveau de vie des habitants, le Conseil des Ministres a mis en place, en avril 2016, un Comité d'examen des recettes (CER) pour revoir les régimes fiscaux et de recettes non fiscales en vigueur dans le pays. Celui-ci s'est penché sur les domaines clés suivants :

- Recettes fiscales ;
- Recettes non fiscales ; et
- Modernisation de l'administration fiscale et douanière de Vanuatu.

Le Comité d'examen des recettes (CER) a proposé l'introduction d'un impôt sur le revenu et plusieurs autres suggestions visant à augmenter les recettes publiques et moderniser le régime de perception du Vanuatu. Les propositions ont fait l'objet de consultations dans chacune des six provinces et des soumissions écrites ont été reçues de différents membres du public. Au final, la décision quant à l'approche recommandée à retenir sera prise par le Conseil des Ministres.

La modernisation des opérations du Service de la Douane et des Contributions indirectes (SDCI) est un aspect clef de la réforme des recettes et des efforts ont été déployés au cours des dernières années pour en consolider les capacités et en renforcer le fonctionnement. Certains aspects de la modernisation du SDCI comprennent un modèle basé sur les services, pour aider les contribuables à s'acquitter de leurs obligations ; un système de dépôt et de paiement par voie électronique ; la gestion de la conformité basée sur le risque ; une charte des clients ; un code de conduite et des normes de productivité ; introduction d'un système de rapport annuel par rapport à des indicateurs clefs de productivité ; des services électroniques mis à niveau (plus modernes) ; des procédures douanières rehaussées en vue de favoriser le commerce ; et des procédures modernes d'appel et de révision. Il est recommandé aussi de moderniser les lois sur les taxes et les recettes en prévision de la mise en œuvre de la réforme fiscale et des recettes.

Le gouvernement est en train de revoir tous les droits et charges non fiscaux dans le but de s'assurer qu'ils sont bien gérés et perçus efficacement et qu'ils concordent avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

Comme c'est toujours le cas, la mise en œuvre de tous les programmes de dépenses publiques et d'activités approuvés pour l'exercice en cours dépend de la perception de recettes. Le gouvernement continuera de stimuler sa perception des recettes en renforçant l'administration de la conformité et l'application des taxes existantes, en plus des nouveaux droits et charges de ses agences de perception des recettes introduits au cours des exercices 2017 et 2018.

Sur la scène internationale, le gouvernement s'est engagé vis à vis du Forum mondial sur la transparence et l'échange automatique d'informations en matière fiscale (G20). Le Vanuatu a promulgué la loi sur la coopération fiscale internationale en juin 2016, qui est une loi nécessaire pour pratiquer l'échange d'information à des fins fiscales, dont la date éventuelle de mise en œuvre est prévue en juin 2018. Avec cet échange effectif d'information, le Vanuatu ne sera plus considéré comme un paradis fiscal par l'OCDE puisque l'un des critères pour être un paradis fiscal consiste à avoir des lois ou des pratiques en place qui empêchent effectivement l'échange d'informations pertinentes avec d'autres gouvernements concernant des contribuables profitant d'une juridiction à taxation faible ou nulle. Le Vanuatu a également confirmé son engagement à rejoindre la Convention sur l'assistance administrative réciproque en matière fiscale, ainsi que son engagement à satisfaire aux normes de l'OCDE sur l'échange automatique d'information. Ce sont de gros progrès effectués par le gouvernement afin de veiller à ce qu'il respecte ses obligations internationales dans le domaine fiscal.

g) Programme de dépenses et politiques

Le programme des dépenses et les politiques du gouvernement pour 2018 concorderont avec les politiques budgétaires de 2018. Par conséquent, la répartition de l'espace fiscal du gouvernement pour de nouvelles propositions de principe (NPP) cadrera au plus près possible avec les six résultats prioritaires des dépenses énoncés dans les priorités stratégiques du gouvernement. Le gouvernement continuera d'appliquer une discipline fiscale et de gestion financière saine pour s'assurer qu'il y a suffisamment de fonds disponibles pour le programme des dépenses publiques et ses politiques, ainsi que pour les résultats prioritaires des dépenses.

4. Nouvelles propositions de principe (NPP)

Le budget de l'exercice 2018 comprendra des nouvelles propositions de principe (NPP) qui se rapprocheront le plus possible des résultats prioritaires de dépenses publiques. Toutefois, l'attribution d'espace fiscal aux NPP ne sera prise en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence et saisies dans le système de gestion financière du gouvernement, et de plus, si elles :

- peuvent être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et consistent en des propositions précises susceptibles de renforcer les orientations et programmes clés du gouvernement ;
- s'inscrivent dans la capacité du ministère de les mettre en œuvre dans les délais suggérés ;

- sont susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement durables si elles sont pressenti devenir une activité de fonctionnement.

Le budget de 2018 inclura aussi des NPP financées par des bailleurs de fonds. Par conséquent, le gouvernement va continuer d'insister sur l'importance d'utiliser les systèmes financiers du gouvernement pour financer des programmes de dépenses qui cadrent avec les priorités du gouvernement.

5. Cibles économiques et fiscales pour l'exercice 2018

Les politiques économique, financière et fiscale continueront d'être appliquées en conformité avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique [CAP 244] en vue de parvenir aux objectifs et cibles suivants:

Cibles budgétaires pour 2018	Objectifs fiscaux à long terme
Balance budgétaire Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme
Recettes Recettes de fonctionnement estimées prévisionnellement à 25,0 pour cent au moins du PIB	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif d'équilibre budgétaire. Recettes de fonctionnement doivent croître à un taux supérieur à celui des dépenses
Dépenses Dépenses de fonctionnement estimées prévisionnellement à 25,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré
Endettement Maintenir la valeur actuelle (VA) de la dette extérieure à 25 pour cent du PIB, maximum	La VA de l'endettement maintenue à des niveaux prudents de sorte que sa part du PIB reste inférieure à 40,0 pour cent
Croissance économique Croissance prévisionnelle à 3,6 pour cent	La moyenne du taux de croissance économique annuel au moins supérieure au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
Inflation Inflation prévisionnelle entre 2,0 et 3,2 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

6. Conclusion

La Déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2018 est au point et conforme aux conditions légales stipulées dans la loi sur les finances publiques et la gestion économique [Chap. 244]. Elle constituera les principes directeurs de base pour l'établissement du budget de l'exercice 2018 préalablement à l'adoption de la loi de finances par le Parlement. Par conséquent, le gouvernement va s'assurer que les agences respectent la présente Déclaration de politique budgétaire lorsqu'elles mettent au point le budget pour 2018.